

LE MAGAZINE

Les paysans régionaux au cœur de la bataille

En 1914, 40 % de la population française travaille en agriculture. Premier article de notre série sur les paysans dans la Première Guerre mondiale.

Le dimanche 2 août 1914, les campagnes françaises sont en pleine moisson. D'après les récits de l'époque, les températures sont caniculaires dans la plupart des régions, les routes sont blanches et poudroyées. Les hommes sont partis dès l'aurore aux champs faucher les premiers épis de blé, les femmes et les enfants s'occupent de la mise en javelles et des gerbiers en attendant le dépiquage ou le battage. C'est un jour de fête dominicale, le Tour de France vient d'arriver à Paris et les paysans se retrouvent généralement pour déjeuner ensemble et célébrer les récoltes. Soudain, en fin d'après-midi, le temps s'arrête. Au loin, le clocher du village retentit à toute volée. Ceux des communes voisines lui font écho. Les églises sonnent le tocsin. Les paysans quittent leur plaine et les habitants sont nombreux à se regrouper devant la mairie. Devant eux, une grande affiche est placardée au mur : c'est l'ordre de mobilisation générale. La France entre en guerre contre l'Allemagne.

Inquiet pour la moisson, moins pour la guerre

Dans la région, certains paysans reçoivent déjà une feuille de route individuelle ; leur départ est imminent. Tous les foyers ou presque vont connaître la séparation. Pères, fils, oncles, cousins partent parfois ensemble, les communes se vident. Dans

les villes, si la guerre est mieux acceptée, l'élan patriotique n'a pas conquis toutes les petites bourgades. « Il est important de relativiser la situation dans les campagnes, souligne Dominique Frère, responsable de groupe à l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (80). Peu d'agriculteurs partent la fleur au fusil comme on le prétend beaucoup. La plupart sont plus inquiets de savoir qui va bien pouvoir poursuivre la moisson que par le fait même d'aller à la guerre ».

On croit ne partir que pour quelques semaines, « le temps d'aller couper les moustaches de Guillaume » (Guillaume II, le Kaiser d'Allemagne). À l'heure du départ, la Marseillaise retentit et tout le village accompagne ses soldats à la gare la plus proche. Le jeudi 6 août, le président du Conseil, René Viviani, fait placarder dans tout le pays un appel aux femmes agricultrices pour qu'elles relaient les hommes sur les lieux de travail et suppléent l'absence des paysans mobilisés. « Dans le même temps, ces dernières sont priées de rentrer les moissons et d'apporter leurs chevaux, réquisitionnés eux aussi pour le front, sur la place publique », poursuit Dominique Frère. Si la guerre n'est pas terminée, les champs ne pourront pas être labourés en octobre.

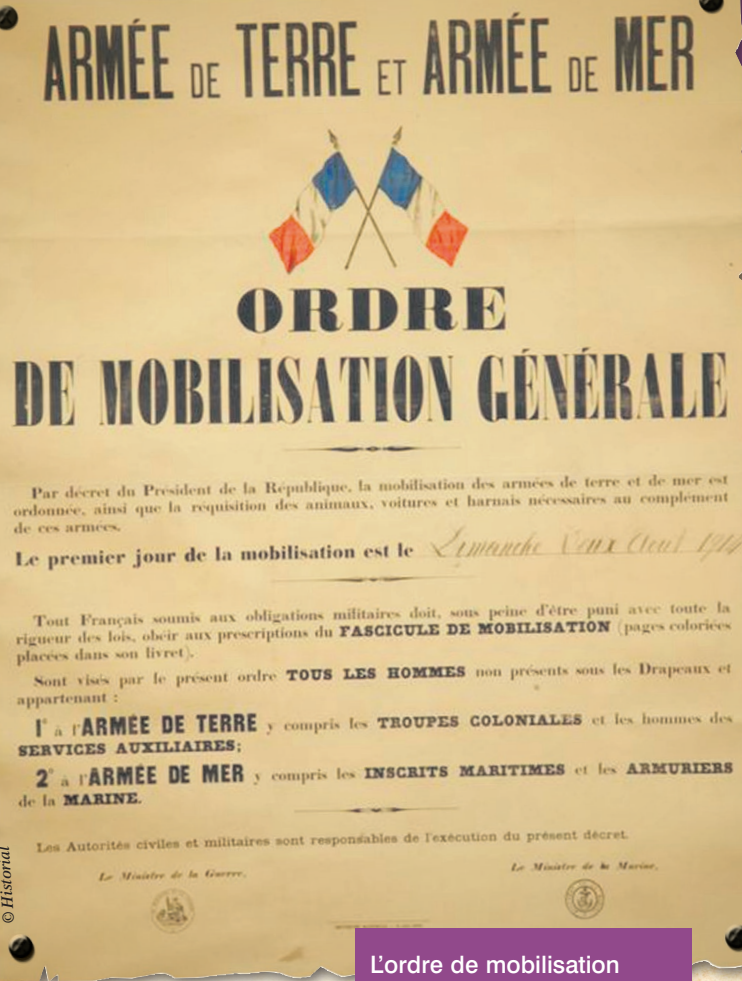
Très vite, dans le Nord-Pas de Calais, le courrier et les journaux n'arrivent plus. La pro-

gression des Allemands en Belgique est dissimulée à la population, la mort des premiers soldats aussi. Bruxelles, Charleroi, Mons, Namur puis Louvain (incendiée) tombent une à une aux mains de l'empire d'Allemagne après de vives batailles. C'est la guerre de mouvement. L'ennemi est à la frontière du Nord dès le 26 août 1914. La bataille des frontières tourne vite à la débâcle et le premier exode massif se produit à travers la région : « Des milliers de civils belges et des troupes armées vaincues se dirigent vers Paris. Sur leur route, les paysans restants leur viennent en aide chaleureusement : lait, pain, argent même », indique Dominique Frère. Tant qu'il y a encore des réserves.

Les réquisitions agricoles

Dès les premiers jours de son installation dans les territoires envahis de Belgique et du Nord de la France, l'armée allemande fait ce que font toutes les troupes en campagne : elle réquisitionne les matériaux et les aliments nécessaires à sa subsistance et à son combat. Durant cinq ans, la paysannerie nordiste fait les frais des réquisitions du travail et du

potentiel agricole (et industriel) particulièrement sévères, de la part d'un occupant souvent au bord de la pénurie. Rapidement, le système de réquisitions est organisé. En zones rurales, les Allemands recensent tout le bétail (vaches laitières, bœufs, chevaux... jusqu'aux poules), le grain, les pommes de terre, la paille ou le foin, les surfaces cultivées ou emblavées. « Nous avons vu passer aujourd'hui



L'ordre de mobilisation générale du 2 août 1914.

un troupeau de 67 vaches et un autre de 8 vaches, puis 2 troupeaux de moutons. C'est la richesse des fermiers, la vie du pays qui s'en va », écrit le 19 novembre 1914 Elisabeth Dehau, femme de notaire à Cysoing, dans son journal. Ou encore : « Les fermiers apprennent qu'ils conserveront un cinquième de leur blé et de leurs pommes de terre, une très bonne nouvelle car ils craignaient une confiscation complète » (28 août 1915).

Il faut savoir que la « zone envahie » est à l'heure allemande, deux heures de plus que l'heure française, avec une domination reposant sur la peur.

« Pour les récoltes, le chef de culture estime à l'avance les quantités devant être produites, décrit dans ses recherches Marie-Christine Allart, docteur en Histoire à l'Université de Lille 3*. Les terres sont cultivées par leurs propriétaires, mais l'essentiel de la récolte est confisqué ».

Des règles strictes dans les secteurs envahis

Les circulaires des commandements sont éloquentes. Tout est consigné sur les registres de l'intendance de l'armée d'occupation, produit par produit, commune par commune. Il est interdit aux bouchers d'abattre des bêtes, ils doivent acheter le bétail en argent comptant aux dépôts du district d'étape où sont conduits les animaux réquisitionnés. Les chevaux qui restent à disposition des paysans reçoivent 3 kg d'avoine s'ils travaillent pour l'armée et 1 kg s'ils servent aux cultures ordinaires.

« Toutes les bêtes à cornes sont soumises à la réquisition sauf les vaches laitières nécessaires à la production contingentée du lait. Une amende est prévue pour chaque litre de lait manquant », poursuit Marie-Christine Allart. Les moutons doivent être tondu à raison de 4 à 5 kg par bête et la laine est livrée. On remplace les cultures de betteraves à sucre par du blé, du seigle, de l'avoine, de la pomme de terre, directement utiles aux troupes. Les maires sont responsables de l'exécution collective des travaux de culture.

Ravitailer les troupes

Dans les villages, les Allemands confisquent une grande partie du cheptel pour nourrir les soldats et pour le transport à l'arrière du front. La production alimentaire et les ressources agricoles font l'objet d'une politique de saisie systématique pour l'usage local des troupes ou pour être expédiés en Allemagne. Un ordre de la Kommandantur, placardé dans la commune de Clastres (02), près de Saint-Quentin, indiquera même : « Quiconque brûlera ou endommagera intentionnellement les moissons sera puni de la peine de mort » (novembre 1916).

L'essentiel de l'effort de production repose désormais sur une population de femmes, de personnes âgées et d'enfants. La zone non-occupée est exposée aux obus de l'artillerie ennemie, les habitants des localités très proches du front ont fui ou ont été évacués.

« La vision de ces premiers réfugiés, le souvenir de 1870 et le départ des administrations (les gouvernements belges et français déménagent, des maires quit-

Le 6 août 1914, le président du Conseil, René Viviani, lance un appel aux femmes agricultrices pour qu'elles relaient les hommes aux champs.





En janvier 1917, une circulaire permet à certains paysans de bénéficier d'un détachement pour s'occuper des champs.

le Major Von Mehring, fait même parvenir des éléphants provenant du zoo de Hambourg. Ils effectuent les travaux les plus pénibles, notamment le transport d'arbres en forêt de Mormai, à destination bien sûr du camp Allemand.

Une « permission » pour pérenniser les cultures

Près de trois ans après le début de la guerre dans les campagnes françaises, une circulaire du ministère de la Guerre, datée du 12 janvier 1917, met à disposition les hommes des classes 1888 et 1889 comme main d'œuvre

Comme les éléphants utilisés dans l'Avesnois, ce paysan du Tarn-et-Garonne a eu l'idée d'utiliser ceux du cirque Pinder pour tirer la charrue et pallier le manque de chevaux et de main d'œuvre dans les campagnes.

agricole pouvant bénéficier d'un détachement. « Ils ne sont plus mobilisés comme militaires au front, mais comme militaires travaillant aux champs et sont répartis en deux catégories », rappelle Marie-Christine Allart. La catégorie A est composée de propriétaires exploitants, de fermiers et de métayers ; ils sont renvoyés dans leur exploitation. Ils doivent théoriquement un temps de travail hebdomadaire à la communauté (cinq journées de travail pour la communauté pour un propriétaire de moins de cinq hectares, à une seule pour un propriétaire de 20 hectares et plus). La catégorie B est composée d'ouvriers agricoles et d'agriculteurs des régions envahies. Ils sont affectés à une commune ou à une exploitation. La mise en place de ce dispositif s'accompagne de la création d'une administration chargée de sa gestion jusqu'à la fin de la Grande Guerre. Malgré cela, dans le Nord-Pas de Calais, les besoins

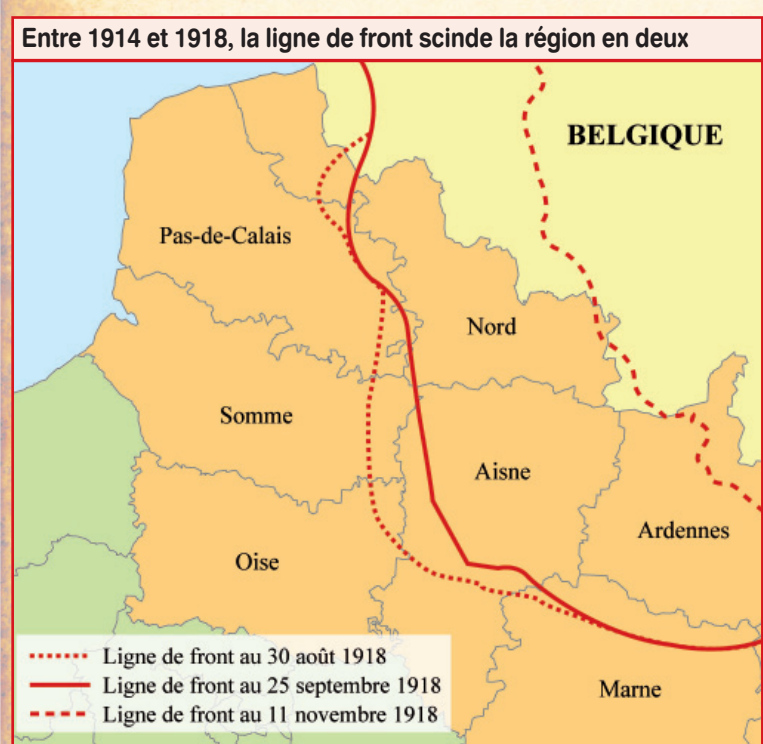
alimentaires des populations ne furent assurés qu'avec la plus grande précarité. Selon Albert Calmette, directeur de l'Institut Pasteur de Lille à l'époque, la mortalité infantile est passée de 19-21 ‰ avant la guerre à 41-55 ‰ en 1918 et la tuberculose a progressé de façon foudroyante.

SIMON PLAYOULT

* Marie-Christine Allart est spécialisée dans l'étude du monde agricole, chercheuse rattachée à l'IRHiS de l'Université de Lille 3 et du site cheminsdememoire-nordpasdecalais.fr

tent leur commune) décident les civils du Nord à se mettre à leur tour en route », apprend-on à travers les études de Marie-Christine Allart. Avec leurs bêtes, les paysans gagnent alors des zones sûres de la région qui s'organisent progressivement pour accueillir les soldats français et leurs alliés britanniques. La présence massive de troupes forme un formidable marché. « Les intendances des armées françaises et britanniques veillent au bon approvisionnement des troupes combattantes et ont, en particulier, mis en place un

élevage à très grande échelle de cochons et de poulets, remarque l'historienne. Les Britanniques ont, par exemple, créé autour du camp d'Étaples (62) des unités d'approvisionnement en bétail de grande ampleur ». En 1915, pour faire face à la baisse de la main d'œuvre agricole, des équipes de travailleurs prisonniers sont mises en place. Mais les effectifs sont insuffisants et lorsque l'on essaye de les augmenter, la pénurie d'hommes pour les garder se fait ressentir. Les permissions et les sursis temporaires ne règlent pas plus le problème. Dans l'Avesnois, le gouverneur militaire d'Avesnes,



ZOOM SUR...

Le Comité d'alimentation du Nord

Dans son premier rapport annuel, l'ingénieur Herbert Hoover (futur ministre américain de l'Agriculture puis président des États-Unis) compare le Nord « à un vaste camp de concentration dans lequel toute espèce de vie économique est totalement suspendue » et où il faut secourir 2 125 000 personnes. Suite à la création de la Commission for Relief in Belgium (CRB), fondée à Bruxelles en octobre 1914 pour venir en aide aux Américains surpris par la guerre en Europe, un Comité d'alimentation du Nord de la France est créé en avril 1915. Dans les premiers mois de cette année,

l'industriel lillois Louis Guérin obtient l'accord des Allemands pour gérer à leur place le ravitaillement des civils français. Le Comité d'alimentation du Nord répartit les denrées entre les comités de districts établis dans les principales villes et les comités locaux installés dans chacune des communes envahies. Les États-Unis envoient des navires chargés de vivres à Rotterdam, au dépôt principal, puis ces vivres sont répartis au niveau local. Les voies ferrées étant réservées à l'armée allemande, les denrées sont acheminées par voie fluviale. Dans le Nord, 3 districts sont créés. Ils évaluent

les besoins et répartissent localement les denrées : Lille, Douai et Fourmies (Maubeuge est d'abord ravitaillé par la Belgique). Près de la moitié des vivres fournis (42 %) viennent des États-Unis, 25 % des colonies britanniques, 24 % de Grande-Bretagne et 9 % des pays neutres (notamment les Pays-Bas). Il s'agit surtout de farine de froment, maïs, riz, pâtes, haricots, lard, graisse et huile, sel, sucre, café ou savon. Par la suite, on y ajoutera des pommes de terre venues de Hollande, des plantes potagères, des semences, des produits spéciaux pour les enfants ou des médicaments.

À savoir

Cette famine qui guette l'Allemagne

À cause du blocus maritime que l'Angleterre lui impose dès 1914, l'Allemagne doit, pour nourrir sa population, compter sur ses propres ressources. Outre les réquisitions, la très mauvaise récolte de 1916 conduit l'Empire à se lancer dans la recherche de produits de substitution. Les choux-raves remplacent la pomme

de terre, le houblon ou les feuilles de chêne servent de tabac et un mélange de margarine, de suif et de fécule sert de beurre. Au printemps 1917, le fantassin allemand doit se contenter de 400 grammes de pain par jour, de fécule de pomme de terre ou de légumes secs avec un peu de beurre ou de saindoux.